

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme
7 rue Léo Lagrange
63000 Clermont-Ferrand

Clermont-Ferrand, le 26/09/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/09/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PROXIEL

9 IMPASSE DU CHAPEAU ROUGE

—
63500 Le Broc

Références : 20240925-RAP-63-0941-AN2024 AMMO-PROXIEL-Issoire

Code AIOT : 0100038936

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/09/2024 dans l'établissement PROXIEL implanté 9 Impasse du Chapeau Rouge - 63500 Le Broc. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite du site a été réalisée dans le cadre de l'action nationale Ammonitrates.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PROXIEL
- 9 Impasse du Chapeau Rouge - 63500 Le Broc
- Code AIOT : 0100038936
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Site soumis au régime de la déclaration qui stocke et vend notamment de l'engrais aux professionnels du monde agricole et aux particuliers.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 Ammonitrates

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Réalisation du contrôle périodique	Code de l'environnement, article R. 512-57	Demande d'action corrective	1 mois
3	Suites données au contrôle périodique	Code de l'environnement, article R. 512-59-1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
4	État des stocks d'engrais	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 3.5	Demande d'action corrective	1 mois
7	Moyens en eau accessibilité	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 4.3.2	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Récépissé de déclaration	Code de l'environnement, article R. 512-47 et 48	Sans objet
5	Combustibles et matières incompatible, proximité aux engrais	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 4.8	Sans objet
6	Éclairages et installations électriques	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 2.7	Sans objet
8	Accessibilité du site au SDIS	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 2.5	Sans objet
9	Désenfumage	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 2.4.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Site relativement récent et bien tenu. Néanmoins, l'exploitant ne fait pas un suivi correct et régulier des remarques faites dans le cadre des contrôles périodiques. La culture du risque n'est pas suffisante eu égard aux produits stockés même si les quantités sont conformes aux prescriptions réglementaires.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Récépissé de déclaration

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R. 512-47 et 48
Thème(s) : Actions nationales 2024, Déclaration
Prescription contrôlée :

Article R. 512-47 I. - La déclaration relative à une installation est adressée, avant la mise en service de l'installation, au préfet du département dans lequel celle-ci doit être implantée.

Article R. 512-48 - Il est délivré immédiatement par voie électronique une preuve de dépôt de la déclaration.

Constats :

Le changement d'exploitant a été réalisé en 2021 et les démarches administratives ont été réalisées avec modification des tonnages pouvant être stockés sur site mais en restant toujours dans le régime de déclaration avec contrôle périodique (45 tonnes pour 4510-2, 600 tonnes pour 4702 II).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Réalisation du contrôle périodique

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R. 512-57

Thème(s) : Actions nationales 2024, Contrôle périodique

Prescription contrôlée :

I. - La périodicité du contrôle est de cinq ans maximum. Toutefois, cette périodicité est portée à dix ans maximum pour les installations dont le système de "management environnemental" a été certifié conforme à la norme internationale ISO 14001 par un organisme de certification accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par tout autre organisme d'accréditation signataire de l'accord de reconnaissance multilatéral établi par la coordination européenne des organismes d'accréditation ("European Cooperation for Accreditation" ou "EA").

II. - Sont dispensées du contrôle prévu au I les installations exploitées par une organisation bénéficiant d'un enregistrement en application du règlement (CE) n° 1221/2009 du 25 novembre 2009 concernant la participation volontaire des organisations à un système communautaire de management environnemental et d'audit ("EMAS"), sous réserve que la déclaration environnementale établie par cette organisation en application de ce règlement couvre la conformité des installations classées à la réglementation.

Constats :

Le contrôle périodique a été réalisé par l'ancien exploitant (LIMAGRAIN) le 18 novembre 2020 par un organisme habilité.

A la lecture de celui-ci, transmis à l'inspection préalablement à la visite sur site, 4 non-conformités majeures ont été relevées concernant les points 2.7 et 3.5 de l'arrêté ministériel du 6 juillet 2006 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n°4702.

L'inspection a demandé si les actions correctives avaient été mises en place.

Sur place, un plan général a pu être consulté (NCM2 relevé par l'organisme de contrôle). En revanche, les autres non-conformités n'ont pas été traitées.

Le prochain contrôle périodique est prévu le 16 octobre 2024

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection a demandé à ce que la date du contrôle périodique soit avancée et que les non-conformités identifiées dans le rapport de contrôle de 2020 soient traitées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Suites données au contrôle périodique

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R. 512-59-1

Thème(s) : Actions nationales 2024, Contrôle périodique

Prescription contrôlée :

Lorsque le rapport de visite mentionné à l'article R. 512-59 fait apparaître des non-conformités majeures telles que définies à l'article R. 512-58, l'exploitant adresse à l'organisme de contrôle par écrit et dans les trois mois qui suivent la réception du rapport de visite un échéancier des dispositions qu'il entend prendre pour y remédier.

Après avoir pris les dispositions nécessaires pour remédier à ces non-conformités et dans un délai maximal d'un an à compter de la réception du rapport de visite, l'exploitant adresse une demande écrite à l'organisme agréé qui a réalisé le contrôle initial pour que soit réalisé un contrôle complémentaire ne portant que sur les prescriptions dont la méconnaissance a entraîné des non-conformités majeures.

Ce contrôle complémentaire est effectué au plus tard dans les deux mois qui suivent la date de la demande de l'exploitant. L'organisme agréé adresse à l'exploitant un rapport complémentaire à son rapport de visite initial dans un délai d'un mois après la visite.

L'organisme agréé informe le préfet et l'inspection des installations classées compétente de l'existence de non-conformités majeures dans un délai d'un mois à compter de la constatation d'un des cas suivants :

1° S'il n'a pas reçu l'échéancier de mise en conformité de l'exploitant dans le délai prévu au premier alinéa ;

2° S'il n'a pas reçu de demande écrite de contrôle complémentaire de l'exploitant dans le délai prévu au deuxième alinéa ;

3° Si le contrôle complémentaire a fait apparaître que des non-conformités majeures persistent. Dans ce cas, le délai d'un mois court à compter de l'envoi du rapport complémentaire à l'exploitant.

Cette information comprend l'envoi, selon le cas, d'un extrait du rapport de visite initial mentionnant les non-conformités majeures, de l'échéancier de mise en conformité ou d'une copie du rapport complémentaire.

Constats :

Les non-conformités majeures relevées lors du contrôle du 18 novembre 2020 concernent les points suivants :

- absence d'information concernant l'IP 55 des installations électriques,
- absence du document imprimé indiquant la nature et la quantité précise des produits ainsi que le plan général de stockage,
- absence d'affichage lisible et facilement accessible de la nature, des quantités et des noms des produits stockés,
- l'emplacement des cases n'est pas repérable depuis l'extérieur.

Il n'y a pas eu de contrôle complémentaire et seule la deuxième non-conformité a été traitée. Le changement d'exploitant ne saurait justifier à lui seul l'absence de suivi de ces non-conformités.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : La date du prochain contrôle périodique est prévue le 16 octobre 2024 mais l'inspection a demandé à ce que cette date soit avancée. De plus, l'inspection a demandé à ce que les non-conformités notamment sur la lisibilité des produits stockés depuis l'extérieur et l'identification des produits soient traitées rapidement et avant le contrôle. Le plan général de stockage sera réalisé de manière plus explicite (A3 plastifié, visualisation du sens de circulation sur site) et l'état des stocks journalier sera annexé à ce plan. Enfin, si à la lecture du rapport de contrôle périodique, les non-conformités ne sont pas traitées, un arrêté de mise en demeure sera proposé à la signature de Monsieur le Préfet.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : État des stocks d'engrais

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 3.5
Thème(s) : Actions nationales 2024, État des stocks et situation
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité précise des produits détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et est accessible même en cas d'accident. La localisation des stockages ainsi que la nature et quantité des produits stockés sont tenues à jour et facilement identifiables, par voie d'affichage, pour les services d'incendie et de secours dès leur arrivée sur le site en cas d'accident. Les noms commerciaux des produits doivent être accompagnés, s'il y a lieu, des noms usuels des produits afin d'être facilement compréhensibles par les services d'incendie et de secours. L'emplacement des cases de stockage est repérable de l'extérieur.
Constats : Le jour de l'inspection, l'état des stocks a pu être consulté (112 tonnes pour 4702-II et 23 tonnes pour 4702-IV), ce qui est conforme au récépissé de déclaration. La localisation des stockages est identifiable sur le plan, en revanche la lisibilité des produits stockés au sein de chaque case n'est pas lisible depuis l'extérieur.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection a demandé à ce que des panneaux plus importants soient mis en place afin que les produits soient facilement lisibles au sein de chaque case.
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Combustibles et matières incompatible, proximité aux engrais

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 4.8
Thème(s) : Actions nationales 2024, Gestion des combustibles et des matières incompatibles
Prescription contrôlée : Le stockage d'engrais (intérieur ou extérieur) est éloigné de toute zone d'échauffement potentiel et de toute matière combustible et incompatible, sans préjudice de l'article 3.5. Sont notamment interdits à l'intérieur du bâtiment comprenant le stockage d'engrais et à proximité des aires de stockages extérieurs : <ul style="list-style-type: none">- les amas de matières combustibles (bois, sciure, carburant...)- les produits organiques destinés à l'alimentation humaine ou animale- le nitrate d'ammonium technique- les matières incompatibles telles que les amas de corps réducteurs (métaux divisés ou facilement oxydables), les produits susceptibles de jouer le rôle d'accélérateurs de décomposition (sels de métaux), les chlorates, les chlorures, les acides, les hypochlorites.
Constats : Aucun autre produit n'est stocké à proximité des stockages d'engrais. Chaque case est sous détection incendie.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Éclairages et installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 2.7
Thème(s) : Actions nationales 2024, Prévenir un départ d'incendie d'origine électrique
Prescription contrôlée : L'éclairage artificiel se fait par lampes électriques à incandescence sous enveloppe protectrice en verre ou par tout procédé présentant des garanties équivalentes. Il est interdit d'utiliser des lampes suspendues à bout de fil conducteur et des lampes baladeuses. Les installations électriques ne doivent pas être en contact avec les engrais. Les transformateurs de puissance électrique sont à l'extérieur des bâtiments de stockage. Un interrupteur général, bien signalé et protégé des intempéries, est installé à l'extérieur du bâtiment afin de permettre une coupure de l'alimentation électrique en cas de besoin.
Constats : L'interrupteur général est situé à l'extérieur du bâtiment de stockage, les cellules n'ont pas d'éclairage.

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 7 : Moyens en eau accessibilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 4.3.2
--

Thème(s) : Actions nationales 2024, Proximité des stockages des moyens en eau
--

Prescription contrôlée :

L'exploitant s'assure de la maîtrise de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux...) dont un implanté à 100 mètres au plus des stockages, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec les sinistres potentiels à combattre.
--

Constats :

Un poteau incendie est situé à moins de 100 m de l'une des cellules de stockage des ammonitrates.

Les extincteurs et RIA présents sur le site ont fait l'objet d'un contrôle périodique mais qui n'est plus à jour (07/23).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
--

Compte tenu de la configuration des lieux, une réorganisation des stockages doit être envisagée afin que le poteau incendie permette d'atteindre les 2 cases de stockage d'engrais.

L'exploitant fera procéder dans les meilleurs délais à la vérification des extincteurs et RIA du site par un organisme habilité et adressera à l'inspection une copie du rapport établi.
--

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
--

Proposition de délais : 3 mois pour la réorganisation, 1 mois pour la vérification des moyens incendie

N° 8 : Accessibilité du site au SDIS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 2.5
--

Thème(s) : Actions nationales 2024, Accessibilité pour l'intervention des SDIS

Prescription contrôlée :

L'installation est accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Elle est desservie, sur au moins un demi-périmètre, ou sur deux façades dont au moins une longueur de bâtiment, par une voie engins ou par une voie échelles si la hauteur du bâtiment est supérieure à 8 mètres.
--

Constats :

Le site permet l'intervention du sdis sur l'ensemble du périmètre

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 9 : Désenfumage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 2.4.4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Existence d'un désenfumage adaptée
Prescription contrôlée : Les magasins de stockage abritant les installations doivent être équipés en partie haute (tiers supérieur et au-dessus des tas) de dispositifs d'évacuation de fumées et de chaleur permettant l'évacuation des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. Des amenées d'air frais d'une surface minimale égale à celle des dispositifs de désenfumage sont disponibles dans les deux tiers inférieurs du bâtiment en cas d'accident. La surface utile d'ouverture des dispositifs d'évacuation des fumées (% de la surface au sol totale du magasin de stockage) ne doit pas être inférieure à 1 % pour les 4702-ii,iii et iv et de 2 % pour les 4702-i.
Constats : Chaque case est pourvue d'une arrivée d'air frais dans les deux tiers inférieurs de la case de stockage des engrais.
Type de suites proposées : Sans suite